
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 03 avril 2023
Régulièrement convoqué le 27 mars 2023

Le 03 avril 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVEAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT (arrivée à la 101), Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Karim OUMEDDOUR (arrivé à la 101), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL (arrivé à la 101), M. Nicolas DELOLY (arrivé à la 101), M. Corentin CATELLA, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Jacques SÉBILLE, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET)

Absent(e)s : M. Jérôme BEAUTHÉAC

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

5.03 - CHARTE DE LA POLICE MUNICIPALE - DOCTRINE D'EMPLOI

Monsieur Jean-Michel GUALLAR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Placée sous l'autorité du Maire, la Police Municipale a pour mission d'assurer la prévention, le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique. Elle est également chargée de faire respecter les arrêtés du Maire.

Par ailleurs, les agents disposent de certaines compétences de police judiciaire qu'ils exercent sous le contrôle du Procureur de la République.

De ce fait, les personnels disposent d'un solide cadre juridique de prérogatives importantes pouvant créer une incompréhension sur leur champ d'intervention.

C'est dans ce cadre que la ville de Montélimar souhaite, toute en affirmant sa volonté en matière de sécurité locale, clarifier les attendus des missions de la Police municipale et la manière de servir la population en actant une doctrine d'emploi, sous forme de charte, qui permettra d'afficher lisiblement les missions de la Police du Quotidien et de la Police du Cadre de vie en considération des caractéristiques du territoire et des attentes de la population et des partenaires.

Cette charte permet ainsi de légitimer la Police Municipale dans son rôle de proximité en rappelant qu'elle participe activement au maintien de la paix sociale, en s'inscrivant dans le lien social et le rappel des règles de vie en société, sous le quadrityptique suivant : prévenir, conseiller, surveiller, intervenir.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2212-1 et suivants,

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.511-1 et L.512-6,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de procédure pénale,

Vu la loi n°99-291 du 15 avril 1999 modifiée relative aux polices municipales,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés,

Vu la délibération n° 4.01 du Conseil municipal du 21 décembre 2021 portant signature de la convention de coordination entre la police municipale de Montélimar et les forces de sécurité de l'État.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir débattu,

- **DE PRENDRE ACTE** de la Charte de Police Municipale de la ville de Montélimar en tant qu'elle définit la doctrine d'emploi de ses agents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 04 avril 2023

Le Maire,
Julien CORNILLET



La secrétaire de séance
Emeline MEHLKAJ

